



PLAN POUR  
UNE ÉCONOMIE VERTE 2030

# PLUS DE RICHESSE, MOINS DE GES



STRATÉGIE D'ÉLECTRIFICATION ET  
DE LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Travaux d'élaboration du  
Plan pour une économie verte 2030

Consultation publique – Questionnaire en ligne  
Résumé des réponses obtenues

Analyse réalisée par la firme de recherche SOM

# INTRODUCTION

Le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) a mené une consultation publique sur le Web du 28 août au 31 octobre 2019 dans le cadre des travaux d'élaboration du **Plan pour une économie verte 2030 (PEV 2030)**. Le **PEV 2030** guidera l'action climatique du Québec au cours de la prochaine décennie.

Pour l'occasion, un questionnaire en ligne a permis à 3 274 citoyens du Québec (en provenance des 17 régions) d'exprimer leurs idées et leurs préoccupations par rapport aux enjeux environnementaux, tout en donnant leur point de vue sur diverses solutions proposées pour lutter contre les changements climatiques.

L'objectif de cette démarche était de recueillir des données qualitatives, telles que des perceptions, motivations, freins et sentiments de citoyens à propos de la lutte contre les changements climatiques, dans le but d'alimenter la réflexion du Ministère.

Le questionnaire était divisé en 25 grandes questions (voir les questions en annexe), elles-mêmes regroupées sous cinq grands thèmes :

1. Transport et mobilité durable
2. Consommation
3. Alimentation
4. Énergie et bâtiments
5. Préparation aux impacts des changements climatiques

Une analyse des résultats a été réalisée par la firme de recherche SOM. Pour chaque thème, un nuage de mots a été produit, ce dernier mettant en évidence les termes ou concepts les plus souvent utilisés. Enfin, une analyse qualitative des réponses à chacune des questions est présentée sous forme de grands constats, illustrant ainsi la diversité des propos.

## Méthodologie

La méthodologie retenue pour analyser les réponses aux questions ouvertes et semi-ouvertes a été celle du « traitement automatisé du langage » (en anglais *Natural Language Processing*<sup>1</sup>, [NLP]), un outil disponible sur Google Cloud. Les limites de la méthode sont les suivantes :

L'utilisation d'outils de traitement automatisé du langage est exploratoire et ne permet pas de chiffrer l'importance de chacun des constats. Ceux-ci dressent plutôt un portrait qualitatif des grandes tendances pour chacune des questions.

Un questionnaire en ligne, dans le cadre d'une consultation publique, n'est pas un sondage. Les résultats ne peuvent donc pas être interprétés comme étant représentatifs des opinions et des comportements de l'ensemble de la population. Il en va de même pour les résultats chiffrés, qui ne sont pas, dans ce cas-ci, le portrait exact de la réalité québécoise.

Néanmoins, le questionnaire en ligne a permis de mieux comprendre comment de nombreux Québécois perçoivent les moyens pouvant être mis en place pour lutter contre les changements climatiques. Il donne une bonne idée des solutions à privilégier et pouvant être mises en place, entre autres par le gouvernement.

- 
1. Le NLP est un outil d'analyse textuelle qui décortique les commentaires en entités (mots ou groupes de mots) et leur attribue un « sentiment positif, négatif ou neutre ». Pour exploiter les résultats de cette analyse, la firme SOM a conçu une plateforme qui permet de forer les commentaires selon leur « sentiment », la fréquence des réponses détectées et le lien entre les réponses. Pour chacune des questions ouvertes de la consultation, des grands constats sont présentés. Ils sont accompagnés d'un nuage de mots qui illustre les termes, les plus fréquemment relevés, identifiées. Enfin, quelques exemples de commentaires montrent la diversité des propos recueillis dans la consultation.



- ▶ Certains répondants indiquent aussi que le gouvernement devrait :
  - ▶ instaurer des taxes supplémentaires sur le prix de l'essence et sur les véhicules à essence;
  - ▶ bonifier l'offre de transport en commun et en réduire le coût pour les utilisateurs (voire instaurer la gratuité);
  - ▶ restreindre l'utilisation ou la promotion des véhicules à essence (par exemple, interdire la publicité, interdire leur utilisation).
- ▶ Les répondants sont en faveur de la mise en place de mesures pouvant favoriser les transports actifs (vélo, marche), plus particulièrement en ce qui a trait aux déplacements pour se rendre au travail.
- ▶ Les répondants sont prêts à utiliser les transports en commun (métro, train, autobus) dans les régions où ceux-ci sont bien développés. Par contre, les participants qui habitent loin des grands centres évoquent plusieurs freins à leur utilisation.
- ▶ Plusieurs répondants indiquent être ouverts à faire du covoiturage lorsque c'est possible (par exemple, en proposant des places dans son propre véhicule et en utilisant les services de covoiturage existants).
- ▶ La conciliation transport-famille (activités des enfants, école, garderie) empêche souvent de privilégier des transports plus écoresponsables.
- ▶ Le coût élevé des voitures électriques (ou hybrides) ressort souvent comme un frein à l'achat.
- ▶ Les participants proposent d'investir dans les infrastructures qui permettent d'offrir de véritables solutions de rechange à la voiture (améliorer les existantes ou en créer de nouvelles), telles que le transport en commun (incluant le transport en commun électrique), le réseau cyclable, les voies piétonnes, l'autopartage, etc.
- ▶ Plusieurs répondants demandent d'améliorer l'offre de transport en commun (train, métro, autobus, etc.), particulièrement en région, mais aussi dans les villes.
- ▶ On réclame des incitatifs financiers pour changer les comportements (utilisation du transport en commun, achat d'un véhicule électrique, etc.).
- ▶ Certains participants proposent d'adopter des approches dissuasives, coercitives ou punitives pour réduire le voiturage en solo. Les principales mesures proposées sont : implanter des péages, percevoir de nouvelles taxes chez les automobilistes, etc.
- ▶ Il est proposé de sensibiliser davantage la population aux différents bénéfices de la mobilité durable (économies engendrées par le transport en commun, bénéfices du transport actif pour la santé, valeurs environnementales, etc.).
- ▶ Il est proposé de repenser nos villes et de revoir l'aménagement du territoire pour limiter les déplacements (urbanisme, emplacement des commerces, étalement urbain, etc.).



# 2. CONSOMMATION



## 2.1. Principaux résultats et constats en chiffres

- ▶ Plus de 80 % des participants indiquent que le virage écoresponsable est assurément amorcé en matière de consommation, mais la majorité mentionne qu'elle pourrait en faire encore davantage.
- ▶ 11 % des participants indiquent que leur consommation est déjà réduite au strict minimum et est écoresponsable. Selon eux, ils ne peuvent pas réduire davantage leur consommation.
- ▶ 75 % des répondants indiquent que le gouvernement devrait, avec plus d'information, de sensibilisation et d'éducation, inciter la population québécoise à avoir une consommation plus écoresponsable.

## 2.2. Autres constats

- ▶ Les répondants proposent au gouvernement d'appliquer les mesures suivantes :
  - ▶ Légiférer sur l'étiquetage des produits pour repérer plus facilement les produits écoresponsables;
  - ▶ Encadrer pour réduire l'utilisation des plastiques;
  - ▶ Moduler le taux de taxation en fonction de l'écoresponsabilité des produits;
  - ▶ Lutter contre l'obsolescence programmée.
- ▶ Plusieurs répondants indiquent qu'il est possible de réduire la consommation en évitant les achats superflus, en achetant des produits usagés lorsque cela est possible, en s'assurant que les produits sont recyclables ou réutilisables, en évitant le plus possible d'acquérir des produits que l'on peut associer à une obsolescence programmée.



- ▶ Les répondants disent être prêts à changer leurs habitudes de consommation en :
  - ▶ Consommant des produits en vrac;
  - ▶ Achetant plus de produits frais (moins transformés);
  - ▶ Achetant local;
  - ▶ Privilégiant des entreprises et des produits écoresponsables.
- ▶ Plusieurs répondants indiquent qu'il est possible de produire moins de déchets en :
  - ▶ Réutilisant les objets;
  - ▶ Évitant les emballages de plastique et le suremballage;
  - ▶ Privilégiant les sacs réutilisables;
  - ▶ Pratiquant le compostage, etc.
- ▶ Les répondants soulignent que l'insuffisance de l'offre est souvent un frein à la consommation écoresponsable; il n'y aurait pas assez de commerces ou de produits qui ont pris le « virage vert ». Autrement, les options écoresponsables, lorsqu'elles existent, sont souvent méconnues de la majorité des gens.
- ▶ Le prix élevé des produits « verts » est aussi mentionné comme étant un frein à l'achat. Plusieurs répondants affirment ne pas avoir les moyens d'acheter biologique ou local, surtout lorsqu'ils ont plusieurs bouches à nourrir.
- ▶ « L'inertie gouvernementale » est également dénoncée. Les participants souhaitent que le gouvernement investisse plus de ressources et qu'il légifère et réglemente afin de favoriser les entreprises et commerces qui ont adopté des pratiques écoresponsables (en imposant, par exemple, des consignes sur les bouteilles, en taxant les produits non écoresponsables, en interdisant les plastiques à usage unique, en soutenant le compostage, etc.), ou d'obliger les autres entreprises et commerces à adopter de telles pratiques.





- ▶ Des répondants indiquent que pour éviter le gaspillage alimentaire, ils planifient les repas, achètent les aliments en quantité limitée et conservent les aliments selon des modes appropriés (par exemple, la congélation et les conserves).
- ▶ L'offre limitée de produits alimentaires locaux et biologiques (dans les épiceries, les restaurants et les commerces de proximité) s'avère très souvent un frein à leur consommation, particulièrement lors de la saison hivernale.
- ▶ Les participants souhaitent obtenir plus d'informations sur l'alimentation écoresponsable afin de pouvoir faire des choix éclairés ou amorcer un changement dans leurs habitudes.
- ▶ Les répondants proposent au gouvernement de légiférer pour obliger les entreprises à étiqueter leurs produits afin de mieux repérer ceux qui sont produits de manière écoresponsable. Par exemple :
  - ▶ Indiquer la provenance des aliments (incluant les produits transformés) pour favoriser l'achat local;
  - ▶ Signaler la présence d'organismes génétiquement modifiés (OGM);
  - ▶ Informer sur les émissions de gaz à effet de serre générées par la production de l'aliment, etc.
- ▶ Les répondants proposent également d'encadrer davantage l'emballage des aliments. Par exemple :
  - ▶ Interdire certaines pratiques de suremballage;
  - ▶ Interdire l'utilisation des plastiques à usage unique;
  - ▶ Favoriser le vrac;
  - ▶ Encourager l'emballage compostable;
  - ▶ Introduire des taxes sur l'emballage, etc.
- ▶ Les participants proposent de contrer le gaspillage alimentaire à la source (du côté des producteurs), dans les épiceries et dans les restaurants. Pour ce faire, ils suggèrent :
  - ▶ D'encourager les dons de nourriture aux organismes communautaires et aux banques alimentaires;
  - ▶ De sensibiliser et d'éduquer la population pour qu'elle réduise le gaspillage alimentaire au quotidien, etc.
- ▶ Les répondants demandent aussi de promouvoir l'achat local et biologique de différentes façons. Ils suggèrent par exemple :
  - ▶ De mettre en évidence les aliments du Québec dans les épiceries;
  - ▶ De faire connaître les avantages de l'achat local;
  - ▶ D'obliger les entreprises (notamment les épiceries et les restaurants) à offrir un minimum d'aliments du Québec, etc.

# 4. ÉNERGIE ET BÂTIMENTS



## 4.1. Principaux résultats et constats en chiffres

- ▶ 75 % des participants aimeraient en faire davantage pour rendre leurs résidences plus efficaces sur le plan énergétique. De ce nombre, 21 % disent n'avoir rien fait pour changer les choses, mais souhaiteraient en faire plus.
- ▶ 12 % des participants indiquent avoir tout fait pour rendre leurs résidences plus efficaces sur le plan énergétique.
- ▶ Près de 85 % des participants estiment que la meilleure façon pour le gouvernement de soutenir les initiatives d'efficacité résidentielle passe par l'offre d'incitatifs financiers.
- ▶ Près de 70 % des participants indiquent que le gouvernement doit soutenir les citoyens en poursuivant la sensibilisation et l'éducation et en diffusant de l'information sur le sujet.
- ▶ 60 % des participants appuient les modifications législatives et réglementaires qui obligerait l'instauration de mesures favorisant l'efficacité énergétique résidentielle.



## 4.2. Autres constats

- ▶ Plusieurs répondants mentionnent qu'il est possible de contrôler la température de sa résidence pour économiser l'énergie (en se dotant de thermostats programmables, en utilisant moins de chauffage la nuit, en baissant le chauffage, en s'habillant plus chaudement et en utilisant la climatisation avec parcimonie, etc.).
- ▶ Les répondants se disent ouverts à l'idée de faire des rénovations pour optimiser les économies d'énergie, comme changer les fenêtres, mieux isoler la maison, modifier le revêtement extérieur, vérifier régulièrement l'étanchéité des portes et fenêtres, se procurer un chauffe-eau plus performant, etc.
- ▶ Les répondants se disent prêts à utiliser d'autres sources d'énergie, telles que l'énergie solaire, l'énergie éolienne et la géothermie.
- ▶ Le fait d'être locataire est l'un des arguments souvent évoqués pour justifier l'inaction. On reproche par ailleurs souvent aux propriétaires de ne pas être préoccupés par l'efficacité énergétique de leurs immeubles.
- ▶ Les coûts liés aux rénovations (changement de portes et fenêtres, isolation, achat de nouveaux matériaux, etc.) sont perçus comme prohibitifs.
- ▶ Les répondants demandent de maintenir ou bonifier les programmes de subventions pour encourager les constructions et les rénovations écologiques, d'investir dans le logement social écoresponsable et de rénover les bâtiments publics (écoles, hôpitaux, etc.).
- ▶ Les participants proposent de modifier la réglementation pour permettre et encourager l'essor de nouveaux modes de construction (par exemple, minimaisons, toits blancs, murs verts).
- ▶ Les répondants mentionnent que le gouvernement devrait légiférer pour obliger les entrepreneurs à construire des bâtiments qui répondent à des normes écoénergétiques plus strictes (par exemple, interdire certaines pratiques ou l'utilisation de certains matériaux, obliger un pourcentage d'énergie de rechange, favoriser l'utilisation de matériaux recyclés).
- ▶ On propose également d'encourager l'utilisation de matériaux durables et écoresponsables, comme le bois.





- ▶ Les répondants indiquent aussi que pour s'adapter, il faut planter des arbres (pour faire de l'ombre et prévenir l'érosion).
- ▶ Les répondants croient que bien entretenir sa propriété (toiture, gouttières, portes et fenêtres, etc.) leur permet de résister, dans la mesure du possible, aux événements climatiques importants.
- ▶ Le manque de connaissance des risques est souvent évoqué. Par exemple, on ne perçoit pas que sa maison puisse être située dans une zone à risque.
- ▶ La situation personnelle est aussi utilisée pour justifier l'inaction. Par exemple, le fait d'être locataire (la responsabilité est attribuée au propriétaire) ou de disposer de ressources financières limitées empêche d'agir.
- ▶ Plusieurs répondants indiquent qu'ils ne savent pas quoi faire pour se préparer individuellement aux impacts des changements climatiques. On mentionne le manque d'informations, le sentiment d'impuissance face à la force des événements extrêmes, l'impression que l'action individuelle est inutile par rapport à l'action collective, etc.
- ▶ Enfin, plusieurs répondants indiquent que le gouvernement est responsable d'informer les citoyens sur les risques découlant des impacts des changements climatiques et sur les façons d'agir pour se protéger. On propose aussi de légiférer pour interdire les constructions dans les zones inondables.



# ANNEXE

Voici les 25 grandes questions qui ont été posées aux citoyens dans le cadre de la consultation en ligne.



## Transport et mobilité durable

1. Utilisez-vous déjà ou seriez-vous prêt ou prête à utiliser des moyens de transport qui permettent de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES)?
2. Expliquez la manière dont vous agissez ou seriez prêt ou prête à agir dans le cadre de vos déplacements pour contribuer à réduire les émissions de GES.
3. Si vous n'êtes pas en mesure de contribuer à réduire les émissions de GES dans le cadre de vos déplacements, expliquez pourquoi.
4. Dans votre région, quelles sont les principales limites au recours au transport collectif ou actif?
5. Comment le gouvernement devrait-il soutenir les citoyennes et les citoyens dans l'adoption de nouvelles habitudes de déplacement?
6. Comment le gouvernement devrait-il faciliter les déplacements quotidiens des citoyennes et des citoyens, en les rendant plus sains, confortables, économiques et efficaces, tout en réduisant les émissions de GES liées au transport?

## Consommation

7. Agissez-vous déjà ou seriez-vous prêt ou prête à agir pour rendre vos habitudes de consommation plus écoresponsables?
8. Expliquez la manière dont vous agissez ou seriez prêt ou prête à agir pour réduire le gaspillage et la surconsommation et pour favoriser la consommation de produits écoresponsables.
9. Si vous n'êtes pas en mesure d'agir afin de favoriser des pratiques de consommation écoresponsables, expliquez pourquoi.
10. Comment le Québec devrait-il aider ses citoyennes et ses citoyens à consommer de façon plus écoresponsable?



## Alimentation

11. Faites-vous déjà ou seriez-vous prêt ou prête à faire des choix alimentaires basés sur la saine alimentation, dont la production est plus durable et génère moins d'émissions de GES?
12. Expliquez la manière dont vous agissez ou seriez prêt ou prête à agir en matière d'alimentation pour contribuer à la lutte contre les changements climatiques.
13. Si vous n'êtes pas en mesure d'agir en matière d'alimentation pour contribuer à la lutte contre les changements climatiques, expliquez pourquoi.
14. Comment le gouvernement devrait-il soutenir les citoyennes et les citoyens dans l'adoption d'habitudes alimentaires pouvant contribuer à la lutte contre les changements climatiques?
15. Comment le gouvernement peut-il faire pour qu'il soit possible et plus facile d'acheter des aliments sains et locaux, de se procurer des aliments moins emballés et d'éviter le gaspillage alimentaire?

## Énergie et bâtiments

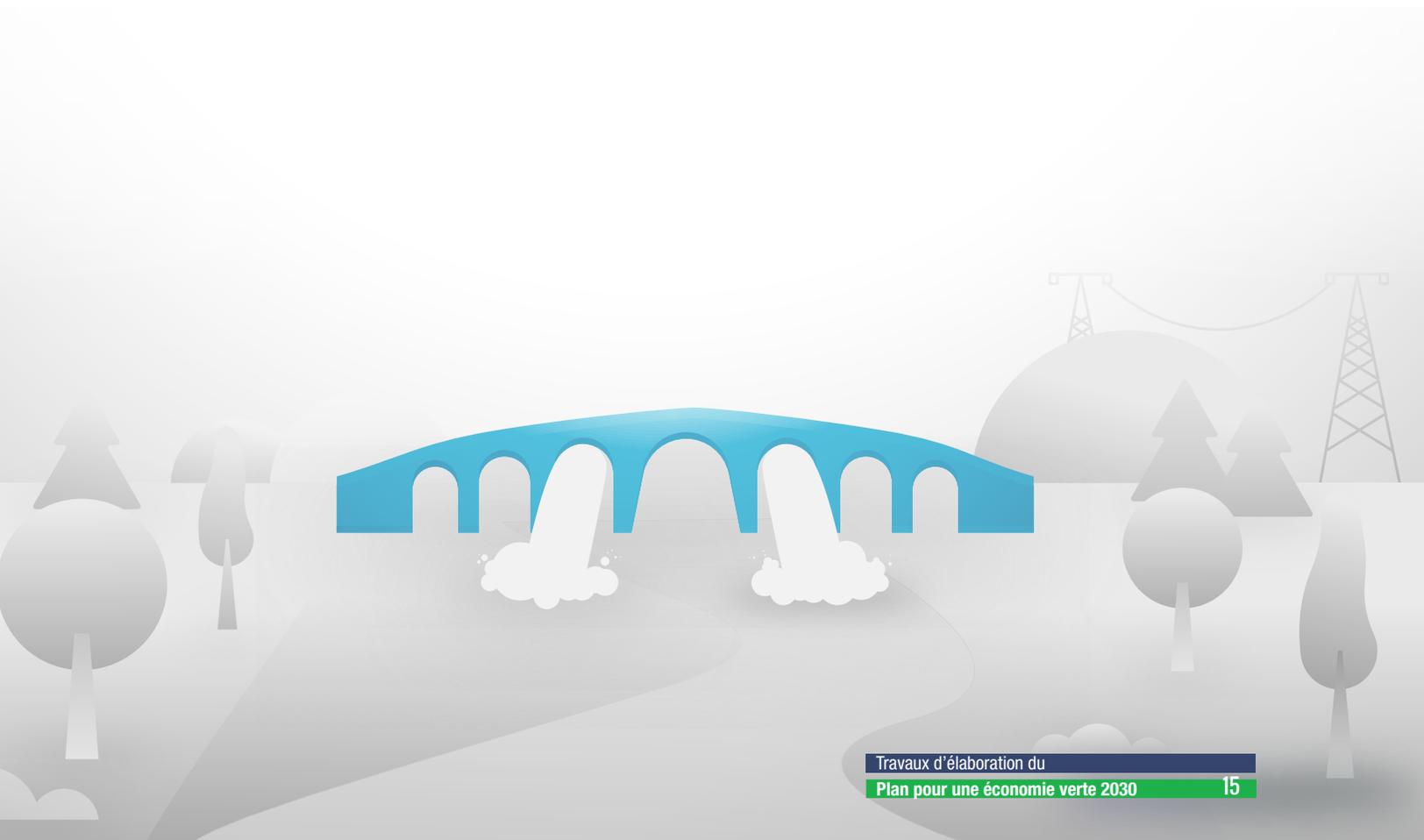
16. Agissez-vous déjà ou seriez-vous prêt ou prête à agir pour rendre vos résidences plus efficaces du point de vue énergétique?
17. Expliquez la manière dont vous agissez ou seriez prêt ou prête à agir afin d'améliorer l'utilisation de l'énergie dans vos résidences pour contribuer à la lutte contre les changements climatiques.
18. Si vous n'êtes pas en mesure d'agir pour améliorer l'efficacité énergétique dans vos résidences, expliquez pourquoi.
19. Comment le gouvernement devrait-il soutenir les citoyennes et les citoyens dans l'adoption d'habitudes de consommation énergétique pouvant contribuer à la lutte contre les changements climatiques?
20. Comment le Québec devrait-il soutenir la construction et la rénovation de résidences et d'espaces intérieurs plus confortables, sains, à bon prix, moins énergivores et pouvant contribuer à la lutte contre les changements climatiques?

## Préparation aux impacts

21. Agissez-vous déjà ou seriez-vous prêt ou prête à agir pour mieux vous préparer et mieux vous protéger face aux événements climatiques extrêmes?
22. Expliquez la manière dont vous agissez ou seriez prêt ou prête à agir pour mieux vous préparer et mieux vous protéger face aux événements climatiques extrêmes causés par les changements climatiques.
23. Si vous n'êtes pas en mesure d'agir pour mieux vous protéger face aux événements climatiques extrêmes, expliquez pourquoi.
24. Comment le Québec devrait-il aider ses citoyennes et ses citoyens à mieux se préparer et à mieux se protéger face aux événements climatiques?

## Idées et suggestions

25. Avez-vous des idées ou des suggestions supplémentaires et constructives qui permettraient au gouvernement d'aider le Québec à progresser dans la lutte contre les changements climatiques?



**GAGNANT POUR LE QUÉBEC**  
**GAGNANT POUR LA PLANÈTE**

*Environnement  
et Lutte contre  
les changements  
climatiques*

Québec 